

Combien devraient payer les pétroliers pour compenser leurs dégâts climatiques ?

Une étude parue en mai 2023 tente de comptabiliser le montant des réparations que devraient payer les

1/Pourquoi faire payer les compagnies d'énergies fossiles ?

Cette étude parue en mai 2023 part d'une interrogation : « *Qui doit prendre en charge le coût des catastrophes climatiques causées par l'activité humaine ?* », s'interrogent les deux auteurs de l'étude publiée dans la revue scientifique *One Earth*, qui cible 21 entreprises pétrolières, gazières et charbonnières. Les Etats, les citoyens, les assureurs ? Pour les chercheurs italien et américain Marc Grasso et Richard Heede, les responsables des émissions de gaz à effet de serre doivent assumer leur responsabilité morale, en vertu du droit international de l'environnement et du principe du « pollueur-payeur ».

« *Les progrès scientifiques récents ont mis en évidence le fait que ces compagnies ont joué un rôle majeur dans l'augmentation des coûts [du changement climatique] en pourvoyant des gigatonnes de carburants fossiles, tout en ignorant volontairement les risques climatiques associés* », écrivent-ils. Ils rappellent également que, dans le même temps, ces compagnies ont, pour beaucoup d'entre elles diffusé dans l'opinion publique de fausses informations, et financé un lobbying actif contre les politiques climatiques.

2/Comment cette somme est-elle calculée ?

Les auteurs proposent une méthodologie pour calculer l'impact de ces entreprises sur le climat et les montants qu'elles devraient rembourser. Ils font commencer la comptabilité à l'année 1988, début des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies (ONU). Ils défendent l'idée que les compagnies des pays les plus fortunés devraient contribuer plus fortement que celles des pays les plus pauvres.

Compte tenu de la longue durée de leurs émissions, 11 entreprises privées et publiques devraient apporter la contribution la plus importante. Au premier rang, se trouve la compagnie saoudienne publique Aramco (42 milliards de dollars par an), puis l'américaine ExxonMobil (18 milliards), suivie de Shell (16 milliards de dollars) et BP (14,5 milliards). Le groupe français TotalEnergies pointe à la huitième position (9 milliards de dollars par an jusqu'en 2050). Ce calcul inclut les émissions de gaz à effet de serre directes des entreprises (par exemple celles associées à une plate-forme pétrolière), mais aussi leurs émissions indirectes (par exemple celles des utilisateurs de produits pétroliers ou gaziers).

Les auteurs notent que ces « réparations climatiques » sont à la portée de certains de ces groupes certaines années, notamment en 2022, puisque la hausse des prix de l'énergie leur a permis d'atteindre des profits sans précédent. Ainsi, TotalEnergies a engrangé cette année 19 milliards de profits – tout comme ExxonMobil d'ailleurs. L'étude propose également de réduire fortement le coût de ces compensations financières pour les entreprises qui changeraient rapidement de modèle économique et cesseraient d'émettre des gaz à effet de serre.

3/Est-ce réaliste à court terme ?

Pas vraiment. Il s'agit ici d'un exercice théorique qui vise à ouvrir le débat sur les responsabilités souvent peu débattues des grandes compagnies énergétiques dans le réchauffement climatique. Mais il n'existe à ce jour aucun cadre permettant de mettre en place ce type de réparations. Comme le rappelle Marc Grasso, cette étude a pour intérêt de « *fournir un point de départ pour une discussion sur la responsabilité financière de l'industrie des énergies fossiles aux victimes du changement climatique* ».

Cela dit, dans plusieurs pays, des associations ont attaqué en justice les compagnies pétrolières (notamment en France et aux Pays-Bas) pour leur demander de prendre leur part de responsabilité.